"L'histoire du futur." Obama devant la société civile cubaine.

fabrice loi

Texte de Rafael Hernandez, directeur de la revue cubaine en ligne Temas (http://www.temas.cult.cu/node/1401), qui analyse les discours d'Obama à La Havane en 2014 et 2016, et leur idéologie. Plus d'un an après ces événements très médiatisés, et dans le chaos fomenté par Trump, cette analyse brillante, ironique et savoureuse nous éclaire sur la position des cubains et de leur île.

L'histoire du futur. Sur les cinq et quelques leçons d'Obama devant la société civile cubaine

Par Rafael Hernandez, directeur de la revue Temas, Cuba

L'intervention du président Obama devant une assemblée de la société civile cubaine, tout spécialement sélectionnée et invitée, que nous avons vu à la télévision, est une pièce d'orfèvrerie politique. On devrait l'étudier dans les facultés de Communication et les écoles du Parti. Ses phrases ne paraissent pas avoir été limitées par des experts et habilement lues sur un *teleprompteur,* mais sortir tout droit de son cœur. Cette pièce oratoire, sa mise en scène et sa parfaite interprétation la font s'apparenter à une aimable conversation, et non pas à un document boursouflé d'idéologie du début à la fin. Je commenterai quelques-unes des thèses de ce brillant exercice discursif. Je partirai de la logique avec laquelle le président Obama a construit sa vision de notre réalité et de celle des États-Unis, et son ton franc et direct. Mes modestes commentaires ne prétendent pas se faire le miroir de la société civile cubaine, mais tout juste une réflexion critique sur le sens commun, celui d'Obama et celui de notre société, vibrante et politisée, goûtant peu les monologues même cimentés et charismatiques, mais plutôt le dialogue réel entre une diversité de citoyens, qui pour commencer sont plus que deux. Je le ferai dans un esprit de débat, pas seulement pour honorer l'invitation du président Obama à une discussion qui est « bonne et salutaire ». Il se trouve que ce débat a sa légitimité entre nous depuis un bon

moment. Il est une partie de la liberté d'expression que la société civile cubaine a gagnée par elle-même, oubliant stridences et pantouflages de rigueur. Et ce, sans espérer quoi que ce soit de hauts et généreux donateurs étrangers.

1. Nous devrons tout laisser derrière nous

Dès son premier discours à la chambre de Puerto España (2009), le président Obama a revendiqué ne pas être responsable de la guerre que les États-Unis ont maintenu contre Cuba, parce que tout cela s'était passé « avant sa naissance ». Avec ce petit tour de passe-passe, il évita de prendre à bras-le-corps la question de l'usage de la force des États-Unis contre Cuba depuis 150 ans. Aujourd'hui, il nous dit que son message est « un salut pacifique », et qu'il serait préférable que nous soldions le passé. À chaque fois qu'il est question d'aller de l'avant, nous le faisons. Sans transition, à la suite de ce prologue fleuri, le voilà qui passe l'addition à notre Révolution de toute la souffrance et de la douleur du peuple cubain, et renvoie cette période au statut d' « aberration » dans l'histoire des relations bilatérales. Si en lieu et place d'oublier le passé, nous voulions le réexaminer de manière impartiale, pour le voir dans toute sa complexité, sans lunettes idéologiques ni phrases diplomatiques, cela ne nous aiderait en rien de faire comme s'il était un épisode de la *Perez Family* (*comédie mettant en scène des émigrés cubains aux USA, NdT*). La volonté de normalisation vient des États-Unis. Pas par leur infinie bonne volonté, mais parce que la décision de changer les choses était entre leurs mains. Vue sous cet angle, la réflexion d'Obama et son désaccord avec cette même politique de la période dite « aberrante » consiste en un « ça ne fonctionnait pas », parce que cela n'a pas atteint l'objectif : renverser le socialisme cubain par la force et l'isolement. Le mérite lui revient d'avoir dit cela depuis Puerto España, et de revendiquer et proclamer maintenant le « courage de le dire », même s'il s'agit d'une politique qui est déjà celle du reste du monde depuis plus de vingt ans.

Dans ce discours qui se caractérise par sa franchise, par contre, pas une seule fois il ne nous dit qu'en plus d'être une erreur, cette politique fut contre-productive. Pas seulement parce qu'elle a fichu en l'air le bien-être du peuple, comme la souveraineté cubaine. Mais parce qu'elle a induit la nécessité de nous armer jusqu'aux dents, et conduit à la situation maudite

d'une forteresse assiégée, et d'un État national sécuritaire dont encore aujourd'hui nous payons les conséquences économiques et politiques. Il n'est pas possible d'ignorer que ce citoyen américain éloquent qui a son franc-parler et revendique sa liberté de ton à notre endroit, est aussi le Président des États-Unis. Avec cette même franchise, il aurait pu aborder le thème en se retroussant les manches. Il aurait pu reconnaître le rôle de l'état nord-américain non seulement dans le coût que tout cela a représenté pour le peuple cubain, mais *continue* à représenter dans nos problèmes actuels, nous donnant ainsi l'exemple de tout mettre sur la table sans ambages, si toutefois nous voulons réellement en arriver au fond des choses, maintenant et pour le futur.

2.« Grâce aux vertus d'un système démocratique respectueux de la liberté des individus, les États-Unis sont le pays des opportunités, où le fils d'un immigrant africain et d'une mère blanche célibataire peut parvenir à être président. »

Ce discours nous conduit pour le moins sur le chemin du rêve américain, avec une maestria narrative digne de Steven Spielberg. Elle eût été enviée par le grand Felix B. Caignet (*célèbre poète et journaliste cubain, NdT*). Bien qu'il se refuse, avec raison, à être rattrapé par l'histoire, Obama conclut en nous donnant sa propre version des choses qui se sont passées ici, sinon là-bas. Il affirme que la justice sociale obtenue par les américains est due précisément au système démocratique adopté par les pères fondateurs. Cette année verra l'anniversaire des 150 ans de la fin de la guerre civile qui vit guerroyer le nord et le sud de cette grande nation. Et ce, dans l'affrontement le plus terrible, en termes matériels et humains, dont aient eu à souffrir les États-Unis, dépassant le coût de toutes les guerres auxquelles ils ont participé. Si la démocratie eût suffi pour résoudre le problème de l'esclavage, cette guerre atroce n'eût pas été nécessaire, provoquée par le soulèvement du tiers du pays contre le pouvoir légitime, démocratiquement élu. Elle causa 750 000 morts, un demi-million de blessés, 40 % du sud détruit, des propriétés perdues à jamais pour les sudistes en déroute, un président Lincoln insulté et finalement assassiné, rien que pour l'abolir. Un siècle après cette terrible guerre civile, en comparaison de laquelle notre révolution, avec tous ses coûts humains et familiaux, ne fut qu'une promenade de santé, la maman d'Obama eût tout de même besoin de partir

avec sa famille pour l'élever dans un état aussi proche géographiquement que celui d'Hawaï. Son fils mulâtre put y grandir entouré d'un peu moins de discrimination rampante que dans les États-Unis continentaux. Et cela, Obama lui-même nous le rappelle dans son discours. Aujourd'hui encore, comme le démontrent historiens et sociologues nord-américains, les stigmates de cette conflagration ne sont pas du tout refermées. Et les causes structurales de l'inégalité raciale et de la violence qui lui est consubstantielle ne sont toujours pas sublimées. Si Martin Luther King Jr, tout comme beaucoup de nord-américains de toutes couleurs, tout comme nous à Cuba, louent le triomphe d'un candidat Noir aux élections de 2008, nous savons aussi que cela ne suffit pas pour qu'un système politique se fasse plus démocratique – ni là-bas ni nulle part.

En ce qui concerne le pluralisme de ce système, il résonne comme un vœu pieux ou une bonne idée, tout au plus, qu'un candidat social-démocrate fasse campagne et parvienne à ses fins avec une visibilité quelconque, en tant que troisième voie du cadre de fer qu'est le bipartisme des États-Unis. Et ce, forcé à participer d'un parti démocrate qu'il a en horreur, pour avoir quelque chance de participer à ce système politique bicentenaire des USA, auquel José Marti dédia des centaines de pages, que nous lisons peu et connaissons moins que nous ne le devrions.

3.« Le socialisme a de bons côtés, comme la santé et l'éducation (bien qu'il lui manque les droits civiques et les libertés que possèdent les USA) »

Merci. Mais ceci, tout le monde le dit. À dire vrai, comparer les avantages de nos deux systèmes demanderait de les confronter à un contexte plus vaste. Avant de le comparer à Cuba, il faudrait comparer le système nord-américain à d'autres économies de marché et démocraties libérales du monde. Quelqu'un d'autre en a-t-il un semblable? Il faudrait expliquer pourquoi cette démocratie américaine basée sur des valeurs universelles, où l'on arrive à tout, n'est même pas parvenue à mettre en place un système de santé convenable, même un aussi peu satisfaisant que le projet original de l'Obamacare. Comment expliquer que l'éducation publique, qui n'est pas une invention communiste, fonctionne dans nombre de pays européens, pendant qu'aux États-Unis elle a des résultats aussi faibles ? À propos et pour juger

du régime cubain, je me demande s'il se résume en deux services publics gratuits, comme la santé et l'éducation, comme en ont les canadiens et les finlandais. Je sais que beaucoup de cubains pensent ainsi. Mais de mon point de vue, le succès majeur du socialisme cubain (en incluant non seulement le gouvernement, mais tous les cubains qui l'ont rendu viable) a été le recouvrement d'un sentiment de dignité des personnes et la pratique de la justice sociale, nonobstant les origines de classe, de genre ou de couleur. Ceci explique, pour sûr, que nous cubains soyons aujourd'hui alarmés par l'accroissement des inégalités et de la pauvreté. Nous ne l'acceptons pas comme un fait naturel, mais comme l'érosion inacceptable de notre condition citoyenne fondamentale. Ou bien, serait-ce que le coût de la régression des perdants s'équilibrerait avec la prospérité des gagnants, et que la polarisation sociale serait le prix intangible pour plus de liberté ?Les impôts résoudraient-ils la régression économique ? Et où cela se serait-il déjà vu ? Lorsque je dis égalité -ni uniformité ni égalitarisme- je me réfère à la pratique réelle de ce droit, pas à la *lettre* d'une constitution quelle qu'elle soit.

Nous autres cubains devons nous souvenir que notre hôte, le Docteur Barack Obama, est diplômé de l'École de Droit de Harvard. Il enseigna le Droit Constitutionnel à l'Université de Chicago, avant que d'être travailleur social dans cette ville, puis politicien local. Il a ainsi pleinement conscience de ce dont nous parlons.Une chose sont la loi et les institutions du système, une autre la justice sociale. Dire que la pratique de cette justice à Cuba se résume « au rôle et aux droits de l'État », en opposition à ceux de l'individu, révèle dans le meilleur des cas de l'ignorance et, au pire, de la mauvaise foi. Dans le cas d'Obama, nous pencherons pour la première hypothèse.Bien sûr qu'il nous faut progresser en matière de droits civiques effectifs, dans le renforcement de la loi, dans l'autonomisation et la représentation de tous les groupes sociaux, et pas seulement de nos entrepreneurs privés, pour accéder à la démocratie citoyenne pleine et entière. Il nous faut le faire sur la base de notre propre culture politique, en prenant en compte d'autres expériences de décentralisation et participation locales en Amérique latine plus que celles de nos amis asiatiques. Cela ne peut être laissé de côté. Grandie par notre plus sincère admiration envers les combattants pour les droits civiques aux États-unis, et les dizaines d'entre eux assassinés par l'extrême droite ou

accusés par le FBI, notre vision des droits civiques restera (n'en sera que plus) ambitieuse.

4. “Le changement à Cuba est l'affaire de tous les cubains”

Naturellement, à cela nous applaudissons. Mais dans le même paraphe, le président Obama se mêle de défendre les droits de « ses cubains », c'est-à-dire, les exilés de Miami et les dissidents de Cuba, précisément ceux qui se reconnaissent comme alliés des États-Unis. Même si nous savons que la majorité des émigrés des années 80, 90 et jusqu'à aujourd'hui, ne sont pas partis pour les mêmes raisons politiques que ceux des années 60 et 70, sinon économiques et familiales. Même si ceux qui sont partis depuis 1949-1995 ne sont pas considérés comme réfugiés politiques par la loi nord-américaine, mais simplement comme immigrants ; que 300 000 d'entre eux visitent Cuba pacifiquement chaque année ; que ces immigrés les plus récents représentent la moitié de tous les cubains résidents aux États-Unis, et que ce sont eux qui envoient 1700 millions de dollars à leurs parents de l'île, avec lesquels ils maintiennent des liens étroits, et n'ont aucun conflit ; que l'autre moitié restante est née aux États-Unis, et que pour cela eux non plus ne sont nullement réfugiés politiques, et visitent l'île avec leur passeport nord-américain. Le Président Obama parle de deux millions d'exilés cubains, avec lesquels il promeut quelque chose appelé la « réconciliation ». Serait-il possible qu'il ne soit pas non plus au courant du nombre croissant de ceux rentrés au pays, depuis la loi migratoire de janvier 2013 ? Des cubains-américains qui ne peuvent commercer avec Cuba parce que la loi du blocus les en empêche ? Et sinon, donc, pour qui cette fameuse réconciliation pour laquelle il prêche ? Pour le lobbie archi-conservateur américano-cubain, opposé à la normalisation ? À ses alliés à Cuba ? Au battististes survivants ?

Lorsqu'il parle, certainement, de nos relations, celles de tous les cubains de Cuba avec les nord-américains, il dit que nous sommes exactement « deux frères de même sang » qui se sont vus « séparés par tant d'années » dues à la fatalité de cette « aberration » qui est nôtre ici. Soit dit en tout honneur, à dire vrai, depuis plus d'un siècle nous cubains avons été vus (et pour beaucoup continuons à l'être) comme une race inférieure, parce que nous sommes un peuple de couleur et non pas de consanguinité. Vu notre code génétique partagé avec celui des africains et des latins, il serait bon que ses

conseillers expliquent au président Obama que ces cubains exilés de Miami, (où les nègres n'abondent pas, mais prolifère en revanche le racisme rampant des hautes classes cubaines) n'aiment pas être appelés latinos, parce qu'ils se sentent supérieurs — comme le savent très bien les noirs et latinos nord-américains. Ces exilés de pure souche commirent une motion de censure à Nelson Mandela lui-même, lorsqu'il visitait les États-Unis et souhaita se rendre à Miami. Et ils songeaient à nommer le président Obama, dès son élection, « Le petit nègre de la charité » (ce qui n'est pas exactement un trait d'affection, même si ça en a l'air). Maintenant qu'il a initié tout cela avec Cuba, ils l'appellent tout simplement « le traître ». Sûrement qu'il comprend pourquoi il ne nous est pas facile de nous entendre avec eux.

5. « La normalisation avec les États-Unis ouvre les portes des changements à Cuba »

Si l'on suit ce diagnostic, il ne s'est rien passé ici ces dernières années. Ou plutôt, « le gouvernement cubain « s'est ouvert au monde » grâce au 17 décembre 2014 (*rapprochement diplomatique historique Cuba-USA, NdT*) ; et il lui manque encore de découvrir que la plus grande richesse de ce pays est son capital humain. Avec tout le respect qui est le nôtre envers le secteur privé, imaginer que notre potentiel de développement et de création se chiffre en locations de chambres, rénovations de palais, et à entretenir roulantes nos vieilles bagnoles américaines, c'est tenir pour nul notre plus grand capital humain : ce que font nos médecins, nos professeurs et universitaires, nos artistes, agriculteurs, scientifiques, professionnels de tous bords. C'est oublier que les journalistes, militaires, diplomates, maîtres du primaire et du secondaire, nos dirigeants, beaucoup d'entre eux jeunes et bien préparés, sont la part principale de la richesse de la nation, bien qu'il ne se soient pas convertis, ni ne songent à le faire, au « secteur privé ». Il n'y a pas à opposer commerce et société civile. À moins que quelqu'un ne pense que ces barbiers ou vieilles tenant des petits commerces si justement célébrés ces jours-ci ont poussé par les rues en génération spontanée, au lieu d'avoir été créés par la loi cubaine, liés qu'ils sont aux institutions locales, avec lesquelles ils collaborent ?

Cette vision renvoyant dos à dos privé et état donne l'image d'un pays paralysé, où rien ne change ni ne changera jusqu'à ce que les cubains ne

connaissent d'autres points de vue différents à ceux qui prévalent chez eux. Ceci par la grâce d'une communication avec le monde extérieur, dont ils sentiraient la carence. Lorsqu'il auront l'ADSL chez eux et découvriront l'internet, ils se réveilleront, de la même manière que la Princesse fut baisée par son Prince. Sans cela, ils continueront à vivre dans un monde parallèle, sans aucun moyen de se connecter à internet, sans courrier électronique ni téléphones cellulaires. Là, ce n'est même plus le verre à moitié vide, sinon l'idée qu'il n'y a plus de verre du tout.

Finalement, dans le miroir du discours du Président Obama ne se reflète rien qui s'apparente à un programme de réformes en cours, ni à une société cubaine capable de débattre publiquement de ses propres problèmes. Il est certain que la normalisation fut un facteur favorable au changement à Cuba ; et aussi un facteur négatif. De ce côté-là, il dépend de la capacité des nord-américains de traiter Cuba comme les autres pays avec lesquels ils collaborent, malgré des différences et problèmes internes. Les cas de la Chine et du Vietnam, évoqués en ce discours présidentiel de la Saint-Lazare, pourraient être des modèles constructifs à suivre. Il dépendra ensuite de la capacité de notre politique à éviter les adhérences idéologiques, comme celles qui se produisent chaque fois que les États-Unis décident de promouvoir quelque chose : à chaque fois revient la question d'internet, celle du secteur privé ou des jeunes. Pour le dire comme Nitza Villapol, maintenant que la politique avec les USA est le souci de beaucoup d'entre nous, il faudrait apprendre à la cuisiner dans une poêle Teflon, dans laquelle les choses ne collent ni ne se corrompent sans nécessité.

La mise en scène millimétrée d'Obama pendant toute sa visite (dont le point culminant, en termes dramaturgiques, fut le discours devant la société civile, le 22 mars), pouvait se deviner sur le blog du département d'État. Quatre jours auparavant, son responsable, le Vice-assesseur pour les Communications et les Discours Stratégiques Ben Rodhes y intitulait le sujet « *Engager le peuple cubain* ». Dans son discours, le président Obama reconnut des affinités culturelles cubaines avec les USA grâce au base-ball, au cha-cha-cha, et aux « valeurs familiales ». Il appela également l'attention sur les capacités des cubains, spécialement les jeunes, à fonctionner dans le cadre de la culture de marché des USA. Dans la poursuite de cet objectif, il fit assaut de familiarité avec le cubain et sa culture populaire.

Je ne suis pas certain que les consultants d'Obama comprennent que la familiarité cubaine avec l'univers nord-américain n'est pas seulement l'occasion d'apprécier ses produits ou son sens du spectacle, sinon de mettre en pratique une certaine aptitude à lire ses us et coutumes. En effet, sans jamais avoir mis un pied sur l'île ni avoir grandi avec les cubains, dans son discours de Saint-Lazare de 2014 Obama dit « No es facil » en espagnol. Lorsqu'il atterrit à La Havane et dans sa conversation téléphonique avec Panfilo et un peu hors de propos il lâcha « Que bola »(*équivalent de Qué tal en cubain, NdT*), comme lorsque *Air Force One* toucha le sol cubain. Il fut aussi capable de citer José Marti l'une ou l'autre fois (mais jamais en parlant des USA). Le « *packaging* » culturel de ce message paraît ne rien avoir esquivé ; pas même l'Ermitage de la Charité de Miami.

Selon ce programme, la réunion avait pour but de démontrer son appui aux « valeurs et droits humains universels, incluant le droit à la liberté d'expression et de réunion. » Et son « profond désaccord avec le gouvernement cubain » sur ces sujets, et sa croyance en ceci que la rencontre mettait les USA en position dominante pour « aborder ces sujets directement avec le gouvernement cubain, et poursuivre son écoute de la société civile ». Finalement, « ce programme annonce que ces approches domineront l'esprit d'amitié, et projetteront leur vision sur le futur des relations entre les deux pays. » En résumé, Obama ménage la chèvre et le chou, comme il fallait s'y attendre.

Cela m'a plu de voir Raul, depuis son balcon, souriant après avoir écouté la tirade d'Obama, saluant et faisant des signes à l'assistance, au lieu de prendre une expression sinistre ou contrariée. Quelques heures plus tard, nanti d'un élégant sac de sport bleu, il accompagna le président américain en manches de chemise dans une partie de batte que nous perdîmes sans espoir. La *sportivité* est une vieille affaire, qui entend résumer de manière simple le style nouveau que requièrent les nouvelles relations entre Cuba et les États-Unis.

À mon avis, nous cubains avons pas mal de chemin à faire pour renforcer nos pratiques de participation et de démocratie citoyennes, et pas simplement le multipartisme. Et il vaut mieux que nous prenions ce taureau par les cornes, au lieu d'adopter ce credo honteux postulant qu'à notre

socialisme il ne manquerait que l'efficacité économique et la récupération d'un certain bien-être social. Il n'y aurait ainsi rien à toucher à notre système politique, aux moyens de communication, à la question des syndicats et des organisations sociales, ni au parti communiste ni au pratiques monomaniaques de la bureaucratie -ce que Raul appelle la « vieille mentalité ». Il ne suffit pas de le citer, lui. Il faut se mettre à la tâche. Celle-ci, précisément, n'a rien d'un spectacle, ni d'une nouvelle mise en scène. Elle doit s'accomplir dans les délais et le respect des citoyens.

En ce qui concerne la signification de cette visite pour les cubains, bien plus loin que sa mise en scène elle a atteint son but. Elle a permis que les deux présidents évoquent directement les dix prochains mois, étape décisive qui verra la construction de ce pont que la prochaine administration doit trouver bien avancé, si bien qu'il serait bien trop coûteux de le dynamiter.

Ironiquement, quand Barack Hussein Obama quitte la charge de Président #44 des USA, à laquelle il parvint huit ans auparavant auréolé des plus grandes espérances des dernières décennies, au rang de ses réalisations il y aura la normalisation des relations avec Cuba. Peut-être que dans quelques années on ne se rappellera même plus des phrases ciselées par sa talentueuse équipe de communication. Ni de ce qu'il ont disent sur nous, et sur eux. Cependant, beaucoup de cubains et nord-américains se souviendront de son message de paix, et tout spécialement, de sa détermination comme premier président, après tant d'années de guerre, à franchir cet espace à la fois si proche et si lointain, jusqu'à nous rendre visite ici, à La Havane.

Rafael Hernandez, La Havane

23 mars 2016